

PROJET D'EXPANSION DU PORT

Les Beauportois en en furie



Marilyne Garneau

mgarneau@journaldequebec.com

«Vous allez nous trouver sur votre chemin», a lancé le maire de Beauport, Jacques Langlois, aux autorités du Port, hier soir. «Jamais la Ville ne vous laissera construire un terminal de vrac sur les battures.»

Si les administrateurs du Port s'en étaient plutôt tirés à bon compte à Sillery et à Québec, ils ont eu affaire à forte opposition hier soir en présentant leur plan d'utilisation des sols à Beauport. Jacques Langlois était loin d'être seul à venir dénoncer le projet d'ajouter 53 hectares (5,6 millions de pieds carrés) aux installations existantes. Il y avait là plus d'une centaine de citoyens. Ferme-ment opposés au projet de remplissage du fleuve. Et fortement déterminés à conserver la plage de Beauport.

«Vous voulez faire du remplissage jusqu'à la hauteur du Baron Rouge, ce n'est pas du tout acceptable», a poursuivi le maire Langlois, pour qui il est hors de question que des installations industrielles viennent un jour bloquer les percées visuelles des Beauportois sur le fleuve.

«Il y a déjà l'autoroute qui nous coupe de l'eau. Si Dufferin-Montmorency a été une erreur, il ne faudrait pas en ajouter une deuxième», a-t-il dit, déplorant le fait que le Port ne veuille reconnaître la vocation récréotouris-

tique, pourtant déjà consacrée, des battures.

La vice-présidente du Port, Mme Ghislaine Collard, a eu beau expliquer que les autorités portuaires n'avaient aucun projet concret d'expansion pour l'instant, rien n'y fit.

«Il est impensable d'arrêter un développement récréotouristique comme vous le faites, sous prétexte que vous aurez besoin du site dans 15-20-25 ans», lui a dit le député de Limoilou, Michel Després, venu se faire un peu de capital politique, tout comme son homologue au fédéral, le bloquiste Michel Guimond.

«On ne peut pas garder une population en otage et mettre le plus beau site du littoral dans un congélateur comme vous le faites pendant des années», a-t-il dit, rappelant aux administrateurs du Port que le littoral était un patrimoine collectif et qu'il ne leur appartenait pas.

Les citoyens étaient on ne peut plus d'accord avec les politiciens.

«A part la plage de Madame Bou-

cher, il n'y en a qu'une autre dans la région: celle de la baie de Beauport. Depuis 87, on essaie de développer le site, mais on a toujours une épée de Damoclès au-dessus de la tête, parce que vous avez un projet», est venu dire M. Yvan Robitaille, l'un des utilisateurs de la plage, tandis que M. Georges Cyr, de l'Association des citoyens de Beauport, n'a pas caché son intention d'intenter des poursuites contre le Port, si jamais le projet allait de l'avant.



Les administrateurs du Port ont eu affaire à forte opposition, hier soir, à Beauport. «Vous allez nous trouver sur votre chemin», les a prévenus.

APRÈS SEULEMENT 6 MOIS

Le CHUQ déjà dans le

Johanne Roy

Faute d'avoir convaincu le ministère et la Régie régionale de la nécessité de rehausser son budget, le CHUQ se lance dans une autre étude: il va faire appel à une firme externe d'experts-conseils pour scruter l'ensemble de ses activités et structures.

Il est d'ores et déjà entendu que le ministère de la Santé défraiera les coûts d'une telle démarche qu'on qualifie de «majeure». Après six mois d'activités, les dépenses du CHUQ dépassent de 7,2 millions les prévisions budgétaires pour l'année en cours. Selon le CHUQ, un montant de 6 millions est directement attribuable à l'augmentation du volume d'activités et l'on prévoit que l'écart va se creuser ainsi, chaque mois, d'environ 1,2 million.

«Au ministère de la Santé, on invoquait un manque de ressources pour nous assister dans cette démarche. Le ministère a finalement débloqué des fonds pour que nous ayons accès à des spécialistes externes», a spécifié, hier soir, le président du c.a. du CHUQ, Alban d'A-mours.

Le CHUM et McGill, à Montréal, vont également entreprendre une démarche d'envergure similaire.

«Compte tenu de notre déficit, si on veut se sortir de la misère, c'est la seule solution qu'on voyait à l'horizon. On ne peut plus gérer à la petite semaine», a ajouté un membre du c.a., André Dicaire.

«C'est une démarche qui aurait dû être faite dès la fusion du CHUQ, il y a cinq ans, afin de savoir clairement sur quelles bases bâtir le centre universitaire. Au lieu de cela, on a pris bien des décisions qui ont ensuite été défaits», a commenté la présidente du syndicat CSN des em-

ployé se, Di

Pa régio regre tient CHU vert e mère cessa Le CHU pas c tion ment déjà dossi Ur conc dont t-on a